

A l'attention de Mr le Ministre de l'Intérieur et de Mr le Ministre des Affaires Sociales
Copie à Mr le Préfet de la Région Ile de France,
aux Préfets des départements de l'Ile de France

APPEL DU COMITE DE SOUTIEN AUX ROMS DE ST MICHEL SUR ORGE POUR UN TRAITEMENT REEL DE LA QUESTION DES CAMPEMENTS RROMS

Plusieurs communes françaises, en Ile de France notamment, sont concernées par ces campements d'infortune de Rroms fuyant misère et discriminations en Roumanie, pays candidat à l'adhésion à l'Union Européenne en 2007.

La situation de cette communauté dans ce pays a été dénoncée à plusieurs reprises tant par les Nations Unies (*rapport du PNUD*) que par diverses ONG (*rapport de septembre 2003 Médecins du Monde / Fédération Internationale des Droits de l'Homme*) : l'accès à l'emploi, l'accès aux soins, l'accès à l'école pour les enfants leur sont dans les faits refusés. Paysans sédentaires pour la plupart, il leur est interdit de fait de vendre leurs produits sur les marchés locaux (étales saccagées, marchandises confisquées, amendes...)

Chassés par le racisme et la misère, certains (environ 5 000) ont trouvé « refuge » en France et s'installent dans des bidonvilles en bordure de nos villes, sur les friches de notre société (terrains vagues, ruines industrielles, décharges ...).

Pour tarir la source de cette émigration, le gouvernement français doit agir fermement pour faire cesser en Roumanie les discriminations dont sont victimes les Rroms, et accélérer le processus d'intégration de ce pays à l'Union Européenne en soutenant son développement économique.

Il doit par ailleurs mettre en place une politique d'aide et d'accueil pour ces populations de parias, condamnées à vivre de mendicité dans des conditions intolérables.

Au lieu de cela, l'Etat ne donne à ce problème qu'une réponse strictement policière : les expulsions succèdent aux opérations "coup de poings" dans les squats, et aux pressions de tous ordres pour les chasser des terrains, pour un résultat aussi inefficace qu'inhumain ! Des familles entières sont jetées à la rue, leurs cabanes sont détruites au bulldozer avec leurs quelques affaires personnelles... sans qu'aucun dispositif d'accueil ne soit prévu, condamnant ces femmes, ces hommes et ces enfants à errer vers un autre terrain, où réinstaller leur misère.

L'Etat et ses services, avec un cynisme hallucinant, renvoient sur les seules communes et les associations, la charge de la gestion humaine, sociale et sanitaire de cette situation insupportable.

Nous n'acceptons pas que les pouvoirs publics continuent à commettre au nom du peuple français, et donc en notre nom, ces exactions !

En ne prenant pas en compte leurs situations sociales, économiques et administratives, l'Etat français est **complice de l'organisation de mafias** qui exploitent et exploiteront toujours ces populations sans toit ni droit. On ne vient pas à bout par la force de la volonté de familles qui, même maltraitées, craignent moins l'avenir ici que dans le pays qu'elles ont abandonné, parce que là bas, c'était pire...

Nous rejoignons les élus locaux de plus en plus nombreux qui manifestent dans leurs actions sur le terrain, et par un récent communiqué, leur solidarité avec les Rroms, et avec les personnes et associations qui leur ont apporté une aide matérielle. **Avec eux nous demandons :**

- La mise en place par les Préfets de moyens d'urgence permettant d'accueillir les familles dans des hébergements en dur, où elles pourraient disposer d'eau, de chauffage, d'électricité, de sanitaires ,
- L'organisation très rapide (et avant la fin de l'hiver) d'une table ronde régionale réunissant les Préfets et maires concernés, les services sociaux, les représentants associatifs et les

